



Les Guerres scélérates

William Blum

Par l'auteur de *L'État voyou*

Les interventions de l'armée américaine
et de la CIA depuis 1945

P
arangon

L'opération fonctionna au-delà de toutes les espérances. Frei reçut 56 % du vote populaire, Allende 39 %. La CIA, note la commission du Sénat, estima que « la campagne d'effroi anticommuniste avait été la plus efficace de toutes les activités entreprises¹⁸ ». Cette tactique, rappelons-le, ciblait tout particulièrement les femmes chiliennes. Or, Allende avait remporté le vote masculin à 67 000 voix (au Chili, hommes et femmes votent séparément), tandis que Frei avait bénéficié de 469 000 voix féminines supplémentaires. Preuve qui confirme, une fois de plus, à quel point il est facile de manipuler les esprits des masses, dans quelque société que ce soit.

Mais qu'avait fait Salvador Allende pour susciter cette activité fiévreuse ? Quelle menace représentait-il, cet homme contre lequel on mobilisait les vastes ressources techniques et économiques du pays le plus puissant du monde ? Voyons le programme politique d'Allende tel que l'a décrit le rapport d'enquête du Sénat : « redistribuer les revenus [46 % des revenus allaient à 2 % de la population] ; remodeler l'économie chilienne en commençant par la nationalisation des grandes industries, particulièrement les entreprises de cuivre ; élargir les relations avec les pays socialistes et communistes¹⁹ ».

Avec ce programme, les décideurs politiques américains devaient s'attendre à ce qu'Allende entraîne son pays dans des directions indépendantes des priorités de la politique étrangère et des multinationales américaines. (Comme devait le prouver son mandat présidentiel, il revendiquait tout autant son indépendance vis-à-vis des autres pays du monde.)

La CIA est une organisation permanente. Ses activités secrètes dans chaque pays sont continues, quotidiennes et à long terme. Entre les élections présidentielles de 1964 et de 1970, de nombreux programmes conçus pour influencer une mentalité antigauche à différents secteurs de la population furent prolongés et mis au service de certains candidats aux élections législatives de 1965, puis de 1969. Lors de ce dernier scrutin, la CIA a apporté son soutien financier à un groupe socialiste scissionniste, afin de priver le parti socialiste d'Allende d'une partie de ses voix ; cette manœuvre aurait réussi à lui faire perdre au moins sept sièges²⁰.

La commission du Sénat décrit d'autres opérations secrètes menées par la CIA à cette époque :

- Prise de contrôle des organisations étudiantes chiliennes, dominées par les communistes
- Soutien d'une organisation féminine active dans la vie politique et intellectuelle du Chili
- Lutte contre le syndicat *Central Unica de Trabajadores Chilenos* (CUTCh), à dominante communiste ; soutien des groupes syndicaux démocratiques [anticommunistes]
- Création d'un faux groupe d'action civique pour combattre l'influence communiste au sein des milieux culturels et intellectuels²¹.

En 1968, au moment précis où la CIA était occupée à subvertir les syndicats dominés par le Parti communiste chilien, une commission du Sénat américain concluait que l'ensemble du mouvement syndical latino-américain avait renoncé à sa position révolutionnaire : « Même les syndicats dirigés par les communistes, affirma-t-elle, particulièrement ceux qui adhèrent à la ligne officielle de Moscou, acceptent généralement la voie pacifique comme une alternative viable²². »

« Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester sans rien faire pendant qu'un pays sombre dans le communisme à cause de l'irresponsabilité de son peuple²³. »

Ainsi s'exprima Henry Kissinger, principal conseiller du président des États-Unis à la sécurité nationale. On était le 27 juin 1970, Kissinger s'adressait à une réunion du Comité 40 du Conseil national de sécurité ; le peuple qu'il soupçonnait d'irresponsabilité imminente, c'était les Chiliens, dont il craignait qu'ils n'élisent enfin Salvador Allende président.

Les États-Unis ne restèrent pas les bras croisés. Au cours de cette réunion, on accorda une rallonge de 300 000 dollars à l'opération de pourrissage déjà lancée contre Allende. La CIA concentra ses efforts sur la désinformation de l'électorat, à qui l'on rabâchait le message suivant : « La victoire d'Allende signifie la violence et la répression stalinienne²⁴. » La « propagande noire » vint fragiliser la coalition et les soutiens d'Allende en créant des tensions entre les partis communiste et socialiste, principaux membres de la coalition, et entre le parti communiste et le CUTCh²⁵.

Néanmoins, le 4 septembre suivant, Allende remporta une majorité relative des voix. Le Congrès devait se réunir le 24 octobre pour choisir entre Allende et Jorge Alessandri, du parti conservateur, arrivé second. Selon la tradition, Allende était certain d'être nommé président.

Les États-Unis avaient sept semaines devant eux pour l'empêcher d'entrer dans ses fonctions. Le 15 septembre, le président Nixon convoqua Kissinger, le directeur de la CIA Richard Helms et l'Attorney General John Mitchell. Pendant la réunion, Helms prit des notes manuscrites qui devaient devenir célèbres : « même s'il n'y a qu'une chance sur dix, sauver le Chili ! [...] prendre tous les risques [...] 10 millions de dollars disponibles, plus si nécessaire [...] étrangler l'économie [...] »²⁶

Le Comité 40 approuva un déblocage de fonds pour acheter les voix des membres du Congrès en faveur d'Alessandri²⁷, mais le projet fut rapidement jugé irréalisable. Sous la pression intense de Richard Nixon, les Américains concentrèrent leurs efforts sur l'armée chilienne, dont un coup d'État pourrait annuler le vote du Congrès²⁸. À la même période, Nixon et Kissinger firent comprendre à la CIA que l'assassinat d'Allende ne serait pas malvenu. Un document « options » rédigé par la Maison Blanche énuméra diverses manières possibles de procéder²⁹.

Au Chili, on lança une nouvelle campagne de propagande, particulièrement destinée à convaincre l'armée que le régime d'Allende entraînerait le pays vers le désastre. En plus des rumeurs habituelles sur les atrocités communistes, on fit savoir que les États-Unis et d'autres pays étrangers suspendraient leur aide au Chili ; on prédit surtout la nationalisation de toutes les entreprises, des plus grandes aux plus petites, et l'effondrement économique général. L'impact de cette campagne fut au-delà des espérances, puisqu'elle réussit à affecter immédiatement l'économie chilienne en provoquant une panique financière³⁰.

Les États-Unis avertirent en privé les officiers militaires chiliens qu'en cas d'arrivée au pouvoir d'Allende, ils suspendraient toute aide militaire³¹.

Les documents de la CIA établissent qu'au cours de cette période intérieure, ses agents ont disséminé plus de 700 articles, interventions radio, éditoriaux et autres dans les médias latino-américains et européens, sans compter

les reportages « authentiques » qui s'inspirèrent à leur tour de cette production. En outre, des journalistes à la solde de la CIA, issus d'au moins dix pays différents, arrivèrent au Chili pour ajouter la crédibilité du « sur place » à leurs reportages³².

Cet extrait d'un câble de la CIA, daté du 25 septembre 1970, permet de mesurer l'envergure des opérations médiatiques : « São Paulo, Tegucigalpa, Buenos Aires, Lima, Montevideo, Bogota, Mexico annoncent la rediffusion de notre documentation au sujet du Chili. Parutions à signaler dans le *New York Times* et le *Washington Post*. Nos activités de propagande continuent à engendrer une bonne couverture médiatique des événements chiliens sous l'angle désiré³³. »

La CIA donnait également des briefings « confidentiels » aux journalistes américains sur la situation chilienne. C'est ainsi que le magazine *Time* apprit qu'Allende avait l'intention d'encourager la violence et de détruire la presse libre au Chili. Cette confidence, nota la commission du Sénat, « modifia considérablement la version finale de l'article » publié par *Time*³⁴.

Quand Allende se risqua à critiquer *El Mercurio*, principal journal conservateur du Chili (en grande partie subventionné par la CIA), l'Agence « orchestra un déluge de câbles de soutien et de protestation de la part des journaux étrangers, et la condamnation officielle d'Allende par une association de presse, laquelle fit rapidement le tour des médias internationaux³⁵ ».

Un câble adressé à Santiago par le bureau central de la CIA déplorait l'absence de tout « prétexte qui puisse faire accepter au Chili ou à l'Amérique latine [le coup d'État]. Il semble donc nécessaire d'en créer un, afin d'appuyer la ligne de défense [des militaires], qui invoqueront sans doute la volonté de sauver le Chili du communisme. »

La direction de la CIA suggérait notamment de fabriquer « un rapport de renseignements indiquant affirmativement que les Cubains prévoyaient de réorganiser tous les services de renseignement selon la ligne soviétique/cubaine pour préparer l'instauration d'un État policier [...] Il faudra] déterminer avec l'aide de contacts militaires appropriés comment « découvrir » le rapport secret; il pourrait être glissé quelque part lors des incursions prévues par les *carabineros*³⁶. »

Pendant ce temps, l'Agence était en relation régulière avec les officiers militaires chiliens favorables à l'idée d'un coup d'État. (La CIA eut des difficultés pour recruter ces derniers; elle dit avoir dû « surmonter l'inertie apolitique et pro-constitutionnelle de l'armée chilienne »³⁷.) On promit aux dissidents que les États-Unis les soutiendraient par tous les moyens, excepté l'intervention militaire directe. Les officiers rencontrèrent toutefois un obstacle immédiat, sous la forme du commandant en chef René Schneider, fermement opposé à leur action et farouche défenseur du processus constitutionnel. Il fallait l'éliminer.

Le matin du 22 octobre, très tôt, la CIA fit passer des mitraillettes et des munitions « stérilisées » (c'est-à-dire d'origine non identifiable) à certains conspirateurs, à qui elle avait déjà fourni du gaz lacrymogène. Un peu plus tard, alors que Schneider se rendait à son travail, il fut victime d'une « tentative d'enlèvement » et succomba à ses blessures. Le bureau de la CIA à Santiago annonça à sa direction que le général avait été abattu par des armes semblables à celles distribuées le matin même. Plus tard, cependant,

l'Agence témoigna devant le Sénat que les personnes à qui elle avait confié les armes n'étaient pas les assassins de Schneider³⁸. Ce meurtre ne servit pas les desseins des conspirateurs, mais aboutit au contraire à rallier le soutien de l'armée à la cause constitutionnaliste. Le temps était écoulé : deux jours plus tard, le Congrès investissait Salvador Allende de la magistrature suprême. Il entra officiellement dans ses fonctions le 3 novembre.

Tout annonçait la confrontation violente de deux expériences. La première, l'expérience « socialiste » d'Allende, visait à sortir le Chili du sous-développement et de la dépendance envers l'étranger, et à améliorer la condition des pauvres. La deuxième fut plus tard qualifiée par le directeur de la CIA William Colby d'« expérience de laboratoire sur l'efficacité de l'investissement financier lourd pour discréditer et renverser un gouvernement³⁹ ».

Si les divers moyens mis en œuvre étaient, du point de vue de la CIA, assez routiniers, l'expérience constitua sans doute l'intervention la plus complexe jamais entreprise par les États-Unis. Au passage, un mot nouveau allait faire son apparition : la « déstabilisation ».

« Pas un seul boulon, pas un seul écrou n'arriveront au Chili sous Allende », avertit l'ambassadeur américain Edward Korry avant l'investiture du nouveau président⁴⁰. L'économie chilienne, extrêmement dépendante des États-Unis, était son talon d'Achille. Au cours des trois années qui suivirent, le gouvernement américain réduisit presque à néant ses programmes d'aide au Chili; il en alla de même pour les prêts de la Export-Import Bank américaine et de la Banque inter-américaine de développement, au sein de laquelle les États-Unis détenaient, en pratique, un droit de veto. La Banque mondiale n'accorda aucun nouveau prêt au Chili entre 1971 et 1973. Le gouvernement des États-Unis limita sévèrement l'aide et les garanties accordées à l'investissement privé américain au Chili; on intima aux entreprises américaines de resserrer l'étau économique⁴¹.

Sur le terrain, ce boycott provoqua par exemple l'immobilisation de nombreux bus et taxis, due à la difficulté de se procurer des pièces détachées. Des problèmes du même acabit handicapaient les industries du cuivre, de l'acier, de l'électricité et du pétrole. Les fournisseurs américains refusaient catégoriquement de vendre les pièces nécessaires aux Chiliens, qui avaient pourtant proposé de les payer d'avance, en liquide⁴².

Dans un mémorandum de 1970, la multinationale ITT, qui n'avait pas besoin qu'on lui donne de conseils, affirma : « Parmi ceux qui veulent faire barrage à Allende, certains, plus réalistes, espèrent que la détérioration de l'économie déclencherà une vague de violences menant à son tour à un coup d'État⁴³. »

Tout en suspendant l'aide économique, les États-Unis contredirent leurs menaces antérieures en augmentant l'aide militaire apportée au Chili en 1972 et 1973. Ils continuèrent également à former le personnel militaire chilien aux États-Unis et à Panama⁴⁴. Le gouvernement Allende, pris entre Charbyde et Scylla, ne voulut pas refuser cette « assistance » de peur de s'allier les chefs militaires.

Rien n'alimenta plus le mécontentement populaire que les pénuries et les frustrations quotidiennes : l'impossibilité de trouver son produit préféré, de se procurer de la farine, de l'huile, du papier toilette, des draps, du savon, ou